



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Lundi 22 avril 2024

Politique étrangère et européenne	1
Le Premier ministre Orpo et la présidente de la Commission européenne von der Leyen ont visité la frontière orientale de la Finlande	2
Réunion du conseil affaires étrangères.....	2
La Finlande veut des sanctions contre la flotte fantôme russe dans la mer Baltique.....	3
Interview de la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen à Yle.....	3
Le Président et le gouvernement ont discuté de la situation au Moyen-Orient et des questions d'actualité liées à la dissuasion et à la défense de l'OTAN	4
Débat sur les aides publiques dans l'UE	4
Orpo s'oppose à de nouveaux fonds européens : "Cela convient à certains comme le patronat EK et les sociaux-démocrates"	4
Le sujet divise les eurodéputés finlandais	5
Editorial.....	5
« L'Union européenne se renforce en augmentant les responsabilités financières communes » HS	5
Défense	8
Proposition de modifications législatives liées à l'adhésion à l'OTAN	8
Cybersécurité	8
La Russie semble mener des cyberattaques contre les installations d'approvisionnement en eau des pays occidentaux	9
La commission de la vie professionnelle et de l'égalité a terminé son rapport sur le projet du gouvernement ...	10
Cadre budgétaire	10
Les économies mettent en danger des milliers d'emplois dans la fonction publique	10
Situation économique.....	13
La croissance sur une décennie est plus faible que jamais depuis la guerre civile.....	13
Energie	13
La maintenance annuelle d'Olkiluoto 3 prolongée jusqu'en mai	13
Culture.....	13
Littérature.....	13

Politique étrangère et européenne

Le Premier ministre Orpo et la présidente de la Commission européenne von der Leyen ont visité la frontière orientale de la Finlande

Vendredi 19 avril, le Premier ministre Petteri Orpo et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen se sont rendus au poste frontière d'Imatra pour évaluer la situation à la frontière orientale de la Finlande. De là, ils se sont rendus à Lappeenranta, où ils ont poursuivi les discussions bilatérales entamées la veille durant leur vol en provenance de Bruxelles après le Conseil européen extraordinaire.

L'objectif principal de la visite était de permettre à la présidente de la Commission von der Leyen de s'informer sur l'instrumentalisation par la Russie de l'immigration vers la Finlande et sur les mesures prises pour la combattre. Orpo et von der Leyen ont survolé à bord d'un hélicoptère des gardes-frontières le point de passage frontalier d'Imatra et le poste des gardes-frontières de Pelkola, où une clôture d'environ trois kilomètres construite dans le cadre d'un projet pilote a été mise en service. La ministre de l'Intérieur Mari Rantanen et les gardes-frontières leur ont donné un aperçu de la situation à la frontière.

« Les points de passage officiels à la frontière orientale sont actuellement fermés. Avec l'arrivée du printemps, il existe un risque croissant que la Russie encourage les gens à tenter de traverser illégalement la frontière finlandaise entre les points de passage officiels », a déclaré Orpo.

Orpo a informé von der Leyen du projet de loi du gouvernement sur les mesures temporaires visant à lutter contre l'immigration instrumentalisée. « J'espère qu'à l'avenir, nous disposerons d'une solution à l'échelle de l'UE pour protéger les États membres ciblés par une migration instrumentalisée », a déclaré Orpo.

Orpo a souligné l'importance de maintenir l'ensemble de la Finlande habitée, y compris du point de vue de la politique de sécurité. Il a parlé à von der Leyen de la situation dans l'est de la Finlande et des défis engendrés par le manque de trafic frontalier dans l'est de la Finlande en raison de l'instrumentalisation par la Russie de la migration vers la Finlande.

« Garder l'est de la Finlande habitée est très important pour la Finlande. Il est essentiel que cela soit pris en compte dans le financement de l'UE et dans le programme de la prochaine Commission. Tel était notre principal message à la présidente de la Commission von der Leyen. La Finlande et d'autres États membres de l'UE qui partagent une frontière avec la Russie ont également besoin du soutien de l'Union pour améliorer la sécurité de leurs frontières. Il s'agit de protéger les frontières extérieures de l'UE dans son ensemble », a souligné Orpo.

Orpo et von der Leyen ont également discuté des objectifs de la Finlande pour le prochain agenda stratégique de l'UE et de la situation sécuritaire en Europe.

https://valtioneuvosto.fi/-/10616/paaministeri-orpo-ja-eu-komission-puheenjohtaja-von-der-leyen-suomen-itarajalla?languageId=en_US

Réunion du conseil affaires étrangères

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE se réunissent à Luxembourg ce lundi 22 avril. La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen y représente la Finlande.

Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de l'UE débattront de l'agression russe contre l'Ukraine lors de leur session conjointe. Les ministres se concentreront sur le soutien militaire de l'UE à l'Ukraine, les engagements en matière de sécurité et le développement de l'industrie de défense. « Soutenir l'Ukraine est extrêmement important pour nous. La Finlande a pris des engagements en matière de sécurité envers l'Ukraine et nous poursuivrons notre soutien actif en conséquence. Le soutien militaire bilatéral de la Finlande s'élève déjà à deux milliards d'euros », a déclaré Valtonen.

En ce qui concerne la situation au Moyen-Orient, les ministres des Affaires étrangères discuteront de la situation régionale de plus en plus tendue, du rôle de l'UE, de la situation humanitaire à Gaza, de l'accès à l'aide humanitaire et de la relance du processus politique de paix. « Les tensions dangereusement exacerbées au Moyen-Orient doivent être apaisées. La situation est très préoccupante. Nous espérons que les deux parties s'abstiendront de toute action susceptible d'aggraver davantage les tensions. En ce qui concerne Gaza, nous soutenons un cessez-le-feu humanitaire rapide, un accès total à l'aide et la libération immédiate des otages », a déclaré Valtonen.

La ministre Valtonen participera également à un forum de haut niveau sur la sécurité et la coopération, qui se tiendra dans le cadre de la réunion du Conseil, avec les pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG).

https://valtioneuvosto.fi/-/eu-n-ulkoasiainneuvosto-keskusteleen-venajan-hyokkayksesta-ukraina-lahi-idan-tilanteesta-ja-sudanista?languageId=en_US

La Finlande veut des sanctions contre la flotte fantôme russe dans la mer Baltique

Après l'entrée en vigueur des sanctions pétrolières occidentales, une grande partie des exportations pétrolières russes vers la mer Baltique a été transférée vers une flotte maritime dite fantôme, ce qui suscite des inquiétudes dans les États côtiers de la mer Baltique. Des navires vieillissants et partiellement mal assurés ont déjà provoqué au moins deux situations dangereuses dans les détroits danois. Selon les gardes-frontières finlandais, le niveau de risque de dommages environnementaux sur la côte finlandaise est à son plus haut niveau depuis des décennies.

Selon Valtonen, le trafic de la flotte fantôme au large de la Finlande est surveillé avec « un soin extrême » depuis des mois. "Le phénomène est problématique pour de nombreuses raisons. Tout d'abord, cela contourne évidemment le plafond mis sur le prix du pétrole [russe]. Deuxièmement, il s'agit d'un risque environnemental énorme dans la mer Baltique par ailleurs si vulnérable."

Pourtant, la flotte maritime fantôme est autorisée à opérer sans entrave dans la mer Baltique depuis plus d'un an.

La Russie a commencé à constituer une flotte maritime dès l'entrée en vigueur du plafonnement des prix du pétrole en décembre 2022, et actuellement, on estime que 80 % des exportations russes de pétrole brut dépendent de la flotte fantôme. Selon une estimation, près de deux cents navires de cette flotte traversent la mer Baltique chaque mois.

Valtonen explique la difficulté juridique de l'affaire. "Le droit maritime international part plutôt du fait que la navigation maritime est la plus libre possible. Intervenir dans ce domaine est assez difficile. Mais des moyens de faire face à la situation sont élaborés avec des partenaires. »

Valtonen dit que la Finlande a soulevé la question alors que l'UE prépare actuellement le 14e paquet de sanctions contre la Russie. Elle ne détaille cependant pas les actions en préparation. L'application des sanctions n'est pas simple, car les navires ne naviguent généralement pas sous pavillon russe, n'utilisent pas les ports de l'UE et voyagent dans les eaux internationales.

Valtonen affirme que la Finlande explore différentes voies avec ses partenaires.

Le chercheur américain Craig Kennedy a suggéré que les États côtiers de la mer Baltique pourraient exiger des navires naviguant dans le golfe de Finlande ou dans les détroits danois qu'ils prouvent qu'ils disposent d'une assurance suffisante en cas de marée noire. Les pays pourraient convenir avec l'administration américaine que les navires qui ne délivrent pas le certificat seront inscrits sur la liste des sanctions américaines. "Nous étudions actuellement toutes les voies possibles, et celle-ci en fait partie", dit Valtonen.

Selon le ministre suédois des Affaires étrangères, Tobias Billström, certains États côtiers de la mer Baltique s'inquiètent des éventuelles contre-mesures de la Russie si elle estime que les pays de l'OTAN empêchent la libre navigation dans la mer Baltique.

"Il faut absolument procéder à une telle évaluation de politique étrangère et de sécurité. Toutes les compagnies maritimes européennes opèrent à l'échelle mondiale, des contre-mesures doivent donc être prises en compte", déclare Valtonen.

HS

Interview de la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen à Yle

Samedi, la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen soulignait l'importance de l'aide américaine à l'Ukraine que la Chambre des représentants du Congrès américain devait voter.

« Cette aide compte beaucoup pour l'Ukraine et la paix mondiale », dit Valtonen qui ajoute que le montant du soutien américain serait « bien supérieur au soutien européen ».

La situation en Ukraine est difficile, a rappelé Valtonen. « Il y a quelques semaines, nous avons convenu au sein de l'OTAN que le soutien à l'Ukraine devait être accru. Surtout dans le domaine anti-aérien, et là l'Allemagne a joué un rôle de premier plan », a salué Valtonen.

Selon elle, l'Europe se prépare à soutenir l'Ukraine à moyen et long terme. « Cela signifie des budgets de défense bien plus importants que ceux dont disposaient les pays occidentaux jusqu'à

présent ». Selon Valtonen, un "changement de rythme" s'est produit en Europe ces derniers mois en termes de soutien à l'Ukraine. « L'Europe a compris une fois pour toutes que, quoi que fassent les États-Unis, nous devons faire davantage ».

Israël a mené une attaque de drone contre l'Iran dans la nuit de jeudi à vendredi. Selon Valtonen, l'attaque de drones par Israël était un message fort sur sa capacité militaire. On craint un cycle de vengeance entre l'Iran et Israël, c'est pourquoi, selon elle, « c'est une bonne chose que les attaques aient été limitées. Si on regarde la situation du côté de l'Iran, ce dernier a souligné que l'attaque israélienne n'aurait pas été si importante. Cela suggère qu'il ne serait pas nécessaire de lancer une attaque de riposte ».

Valtonen a également commenté la situation à Gaza. Selon elle, le Hamas devrait libérer les otages israéliens et, après cela, les négociations sur le modèle à deux États pourraient commencer. « Le Hamas veut garder les prisonniers en otage jusqu'au bout. Nous ne savons même pas s'ils sont vivants. C'est pourquoi un cessez-le-feu n'a pas été obtenu ».

« Si les otages étaient libérés, cela changerait fondamentalement la position d'Israël sur cette question. Il serait possible de se rapprocher de la table des négociations du modèle à deux États, qui est la seule solution », estime Valtonen.

Yle

Le Président et le gouvernement ont discuté de la situation au Moyen-Orient et des questions d'actualité liées à la dissuasion et à la défense de l'OTAN

Lors de leur réunion du vendredi 19 avril, le Président de la République et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité ont discuté de la situation au Moyen-Orient, notamment de la frappe lancée contre l'Iran tôt vendredi.

Ils ont aussi discuté de questions d'actualité concernant la dissuasion et la défense de l'OTAN.

En outre, ils ont discuté de l'Ukraine et de la préparation du livre blanc du gouvernement sur la politique étrangère et de sécurité finlandaise.

https://valtioneuvosto.fi/-/10616/tp-utva-keskusteli-lahi-idan-tilanteesta-seka-ajankohtaisista-naton-pelotteen-ja-puolustuksen-asioista?languageId=en_US

Débat sur les aides publiques dans l'UE

Orpo s'oppose à de nouveaux fonds européens : "Cela convient à certains comme le patronat EK et les sociaux-démocrates"

Le Premier ministre Petteri Orpo rejette la proposition du patronat EK d'un fonds au niveau européen qui empêcherait la concurrence intra-européenne en matière d'aides publiques.

Orpo avait jeudi au sommet des dirigeants de l'UE un message clair : non aux nouveaux instruments financiers européens. La Finlande restera fidèle à son ancienne ligne et s'opposera à de nouveaux instruments financiers communs, déclare Orpo.

Il souligne que ces dernières années, les subventions d'État distribuées par les pays de l'UE et les fonds distribués dans le cadre du plan de relance de l'UE ont dépassé les subventions distribuées dans le cadre du programme de soutien américain IRA. Le problème de l'économie "en Europe, ce n'est pas une question d'argent public."

Récemment, la Confédération finlandaise du commerce et de l'industrie EK a proposé comme solution un fonds européen commun pour les aides d'État.

Orpo n'est pas favorable à la proposition d'EK. "Cela convient à certains, comme EK et les sociaux-démocrates", mais selon lui, la Finlande ne devrait pas abandonner ses positions trop tôt dans les négociations. "Je ne considérerais pas très raisonnable qu'à ce stade des négociations, nous commencions à proposer une sorte de fonds ou un modèle d'aides publiques, auquel nous nous opposons en réalité. C'est pourquoi nous négocierons et agirons, dans la mesure du possible, conformément aux intérêts et aux positions de la Finlande. »

Selon Orpo, la Finlande n'est pas seule. "L'Allemagne a clairement déclaré qu'elle ne soutenait pas les instruments financiers de l'UE. Cela nous apporte un soutien important."

Au lieu de cela, la Finlande suit une ligne selon laquelle la solution pour répondre aux besoins mondiaux de concurrence et d'investissement consiste à attirer des capitaux privés en Europe en

développant le marché intérieur. "Plus le marché intérieur et le marché des capitaux fonctionnent bien, moins les instruments d'aides publiques sont nécessaires", estime Orpo.

HS

Le sujet divise les eurodéputés finlandais

Les eurodéputés finlandais sont unanimes sur le fait que la concurrence qui s'est instaurée au sein de l'UE pour les subventions accordées par les États aux entreprises est mauvaise pour la Finlande. Les eurodéputés, en revanche, sont divisés sur la meilleure manière de mettre fin à la concurrence pour les aides d'État.

Un instrument financier au niveau de l'UE a été proposé comme solution, par Enrico Letta ou en Finlande par le patronat EK.

Certains eurodéputés finlandais rejettent complètement cette idée. "Je comprends que les partis qui aiment s'emparer de l'argent des contribuables d'une manière ou d'une autre le soutiennent", déclare Pirkko Ruohonen-Lerner des Vrais Finlandais.

Mauri Pekkarinen du Centre est sur la même ligne. Selon lui, le fonds commun reçoit le soutien des pays de l'Est et du Sud parce qu'ils supposent qu'une grande partie leur sera réservée. "Les nouveaux fonds communs ne sont pas la solution", déclare Pekkarinen.

Petri Sarvamaa, de la coalition nationale, estime que la compétitivité de l'UE doit avant tout être assurée par d'autres moyens, notamment par le développement du marché intérieur.

Eero Heinäluoma, du PSD, affirme que la ligne traditionnelle de la Finlande contre les aides d'État est correcte, mais il ne pense pas qu'il soit réaliste de revenir à une telle situation dans l'UE. "Il n'y a pas de bonnes options ici." C'est pourquoi, selon Heinäluoma, un fonds au niveau européen est une meilleure option que la concurrence interne en matière d'aides publiques dans l'UE.

"Mais les subventions ne doivent pas être distribuées [en fonction de la taille des économies des pays membres] selon une clé de PIB ou sous forme de subventions régionales, mais selon le même principe que le financement Horizon, c'est-à-dire en fonction de la qualité des projets", déclare Heinäluoma.

Ville Niinistö, du parti Vert, estime également que l'UE doit répondre aux subventions américaines et chinoises. "Nous devons être moins naïfs et reconnaître que nous devons également trouver un moyen de soutenir notre industrie. ... Il n'existe pas d'option telle que fermer complètement les robinets d'aides ». Selon Niinistö, la meilleure option est donc la politique industrielle commune et un fonds de soutien commun de l'UE. Comme Heinäluoma, il souligne que la Finlande a réussi à obtenir nettement plus de subventions Horizon que ne l'exigerait la taille de son économie. "De l'argent distribué en fonction de la compétitivité, ça nous conviendrait."

HS

Editorial

« L'Union européenne se renforce en augmentant les responsabilités financières communes » HS

La politique de concurrence de l'Union européenne connaît une période de transition majeure.

La guerre déclenchée par la Russie en Ukraine impose un changement dans la manière dont l'UE gère la politique de défense et l'acquisition d'équipements de défense. Il faut aussi se préparer à la reconstruction de l'Ukraine.

La politique industrielle agressive de la Chine et ses projets d'intelligence artificielle changent également l'Union européenne. La pression est aussi exercée par les États-Unis, qui attirent également l'industrie moderne européenne grâce à d'importantes subventions publiques. L'élection présidentielle américaine pourrait conduire le pays à s'éloigner encore davantage de la sécurité de l'Europe. Cela doit également être pris en compte lors des réformes en Europe.

Deux réflexions sur les besoins de développement de l'UE sont en préparation, toutes deux préparées par un Italien : Draghi et Letta. On peut s'attendre à des recommandations similaires de la part du tandem italien.

La consolidation de l'Union européenne autour de ses propres intérêts et pour promouvoir de futurs grands projets se fera probablement en augmentant la responsabilité financière commune. C'est traditionnellement un gros mot en Finlande. Et de nouveaux endettements communs

peuvent également être nécessaires. La dette commune est également un gros mot en Finlande, mais pas partout ailleurs en Europe. Les subventions publiques figurent également sur la liste des tabous dans le Grand Nord finlandais. Les aides d'État ne sont plus interdites dans l'UE, et on n'essaie même plus de s'en passer.

La dette commune et les responsabilités financières communes augmenteraient, par exemple, lorsque la production européenne d'équipements de défense serait renforcée. La reconstruction de l'Ukraine nécessite également un effort si important qu'elle ne pourra réussir sans une coordination et un fonds commun.

Si nous progressons dans cette voie, la direction de l'UE changera. Traditionnellement, l'UE s'est efforcée de promouvoir un commerce mondial aussi ouvert que possible, de petites subventions publiques et des frontières plus ouvertes. On va désormais répondre aux défis d'une manière qui, autrefois, aurait été qualifiée de protectionnisme au sein de l'UE.

Changer de direction n'est pas politiquement facile pour la Finlande. Le gouvernement actuel a clairement indiqué qu'il n'était pas nécessaire de contracter des dettes communes. Le Premier ministre Orpo a confirmé cette interprétation jeudi lors du sommet européen.

Cependant, l'industrie finlandaise se prépare au bouleversement à venir avec le principe "si vous ne pouvez pas l'empêcher, accompagnez-le". La Confédération finlandaise du commerce et de l'industrie a besoin de fonds européens pour les technologies critiques.

Le gouvernement actuel a écrit dans son programme gouvernemental qu'à l'avenir, la Finlande influencera plus activement et plus tôt les préparatifs de l'UE. Le moment est peut-être venu d'agir. Au sein de l'UE, la tendance est inévitablement au renforcement de l'intégration. Le monde a changé et les leçons de l'ancien monde ne suffiront pas. Ce qui est essentiel dans les responsabilités financières solidaires et les dettes solidaires, c'est la manière dont les sommes sont utilisées. Si la compétitivité européenne est renforcée par des fonds collectés en commun qui permettent de distribuer de l'argent aux meilleurs projets sous la supervision de la Commission sur la base de critères clairs, le modèle peut fonctionner.

Le renforcement de la production de défense et les achats communs européens pourraient être un avantage pour la Finlande, car la Finlande dispose d'une production compétitive dans ce secteur.

La Finlande, en revanche, n'a aucune raison de soutenir de nouveaux mécanismes basés sur une dette commune et sur des versements aux pays membres en fonction de leur taille. L'inefficacité d'un tel modèle est prouvée par le fonds de relance de l'UE destiné à réparer les effets de la pandémie.

HS

Justice

La Ministre de la Justice a dissous le groupe de travail sur le racisme

Selon les informations d'Ilta-lehti, la ministre de la Justice Leena Meri a dissous le groupe de travail sur le racisme après que le procureur de la république n'a pas accepté de changer le membre qu'il avait nommé dans ce groupe de travail.

Le ministère de la Justice a donc dissous le groupe de travail chargé de la réforme sur les crimes racistes. La tâche du groupe de travail était de préparer la modification du Code pénal afin de répondre aux exigences du règlement-cadre de l'UE contre le racisme.

Selon les informations d'Ilta-lehti, la dissolution de ce groupe a été précédée par la tentative de la ministre de la Justice Leena Meri (Vrais Finlandais) de faire pression sur le procureur de la république pour qu'il change un membre du groupe de travail.

Le parquet était en effet représenté dans le groupe de travail par la procureure Anu Mantila qui est chargée des crimes liés à la liberté d'expression et notamment des crimes de haine. Or, la Cour suprême a autorisé la procureure Mantila à faire appel dans l'affaire Räsänen (concernant un crime de haine pour propos homophobes d'une députée du parti démocrates-chrétiens).

La ministre de la Justice Leena Meri a refusé de commenter cette affaire à Ilta-lehti, sans toutefois nier une tentative de remplacer la procureure Mantila par une autre personne.

Le procureur de la république Ari-Pekka Koivisto refuse de nier ou de confirmer l'information à Iltalehti et demande au journal d'interroger le ministère à ce sujet.

Anu Mantila confirme à Iltalehti qu'il a entendu dire que le ministère avait demandé au procureur de la république de nommer une autre personne au sein du groupe de travail à sa place.

« Cependant, je ne pense pas que la raison de la dissolution du groupe de travail soit ma personne, mais le contenu de notre proposition en préparation », dit-elle.

« S'il est vrai que le ministère a tenté, pour des raisons politiques, de faire pression sur le procureur de la république concernant la nomination d'un membre du groupe de travail ou d'influencer d'une autre manière le type de fonctionnaire ou la personne nommée comme représentant du parquet au groupe de travail, la procédure est inappropriée et viole l'indépendance du parquet », dit Mantila.

La tâche du groupe de travail était, entre autres, de réformer les dispositions du Code pénal concernant l'incitation à la haine contre un groupe ethnique. La Finlande fait l'objet d'une procédure d'infraction de l'UE car, de l'avis de la Commission, les crimes racistes, tels que l'incitation à la haine raciale, n'ont pas été suffisamment criminalisés en Finlande.

Les Vrais Finlandais souhaiteraient en revanche alléger la réglementation sur l'incitation à la haine, c'est-à-dire la disposition du Code pénal sur l'incitation contre un groupe ethnique. La ministre de la Justice, Leena Meri, a elle-même évoqué la nécessité de restreindre le champ des actes condamnables.

Selon les informations d'Iltalehti, la ministre et son parti ont été surpris que la Finlande ait déjà promis il y a un an à la commission que la loi serait réformée. Meri n'a pas apprécié le fait que, selon le groupe de travail, les accords internationaux exigent d'élargir les cas d'infractions pénales au lieu de les réduire.

Selon les informations d'Iltalehti, après l'échec de la tentative d'éviction de Mantila, la ministre de la Justice a ordonné la dissolution du groupe de travail et le transfert des préparatifs de la réforme législatives à un rapporteur.

Le professeur Sakari Melander, membre du groupe de travail, a été choisi comme rapporteur.

IL

Analyse

Il faut résister aux tentatives de pression politique – et les dénoncer

Seule la ministre connaît avec certitude la raison de sa tentative d'évincer Mantila. Au moins à partir des réactions des Vrais Finlandais et d'autres sur Internet défendant les actions de la ministre, on pourrait conclure que la raison réside principalement dans le procès de la députée Päivi Räsänen. Mantila est présentée comme un ennemi des conservateurs elle porte plainte contre Päivi Räsänen. Outre Mantila, le procureur de la république et les juges de la Cour suprême estiment qu'une décision de la Cour suprême sont nécessaires pour tracer la frontière entre la liberté de religion, la liberté d'expression et l'interdiction de la discrimination.

La tâche du groupe de travail était de préparer un projet de loi qui mettrait le code pénal finlandais en conformité avec le point de vue de la Commission sur les exigences minimales en matière de règlement-cadre de l'UE contre le racisme.

Or, il est embarrassant pour un ministre des Vrais Finlandais de préparer un projet de loi qui punirait davantage d'actes d'incitation contre un groupe ethnique qu'actuellement. Le parti lui-même exige que les sanctions soient réduites par rapport à celles actuelles. C'est une tâche particulièrement délicate pour la ministre lorsque la préparation implique la participation d'un procureur présenté comme un ennemi du parti.

Mais il faudrait que la ministre de la Justice comprenne que des listes noires de fonctionnaires ne font pas partie de la démocratie. Le gouvernement peut soumettre ses projets de lois au Parlement comme il le souhaite. Il lui faut alors accepter le fait que des experts aient pu adopter des positions opposées lors de la préparation du projet de loi. La ministre n'a pas le pouvoir de dicter aux autorités indépendantes quels fonctionnaires sont autorisés à représenter une autorité indépendante dans l'élaboration du projet de loi ni quelles opinions ils sont autorisés à présenter. Faire taire et faire pression sur les fonctionnaires n'est pas une invention des Vrais Finlandais. Cependant, ce qui semble nouveau, c'est la façon dont cela se fait ouvertement et sans vergogne chez les Vrais Finlandais.

Mais finalement pourquoi pas, quand certains de ses partisans applaudissent bruyamment à des méthodes de fonctionnement aussi antidémocratiques. Pourquoi ne pas se réjouir lorsque nous vivons dans un pays où on n'a vraiment commencé à apprendre le fonctionnement de la démocratie occidentale qu'après la présidence d'Urho Kekkonen (président de 1956 à 1982).

Dans une démocratie aussi jeune, il est clairement nécessaire de discuter du type de société que nous voulons. Ce souhait peut être exprimé non seulement à la ministre de la Justice Leena Meri mais également au procureur de la république Ari-Pekka Koivisto. Aujourd'hui, avec sa déclaration "Je ne nie ni ne confirme", Koivisto semble surtout protéger une ministre qui a abusé de son pouvoir.

Bien sûr, le plus important est que le procureur général Koivisto n'a pas cédé aux pressions de la ministre de la Justice. Cependant, les dénoncer serait le meilleur remède pour éliminer même les tentatives d'usage inapproprié du pouvoir.

IL

Défense

Proposition de modifications législatives liées à l'adhésion à l'OTAN

Le ministère de la Défense a finalisé un projet de loi conforme au programme gouvernemental sur les modifications des réglementations administratives du ministère de la Défense liées à l'adhésion à l'OTAN.

Selon le programme gouvernemental, en tant que membre de l'OTAN, la Finlande se prépare à recevoir l'aide de ses alliés et à accorder de l'aide à ses alliés. La Finlande participe à toutes les activités de l'OTAN, aux tâches de défense conjointe de l'OTAN en temps de paix, et s'engage en faveur d'une dissuasion globale et d'une défense commune de l'ensemble de l'alliance.

Les changements législatifs liés à l'adhésion à l'OTAN sont préparés par étapes.

Dans un premier temps, le groupe de travail du ministère de la Défense propose des modifications des missions et des pouvoirs des forces de défense. Ces changements sont liés à l'adhésion de la Finlande à l'OTAN.

L'objectif est de clarifier les missions des forces de défense en intégrant explicitement la mission de défense conjointe de l'OTAN dans la réglementation et en adaptant d'autres réglementations aux opérations de l'OTAN.

L'OTAN serait spécifiquement ajoutée au champ d'application de la loi sur la gestion militaire des crises. Les références aux tâches des forces de défense dans d'autres lois seraient modifiées pour refléter les changements proposés.

L'objectif est de répondre aux besoins pratiques provoqués par l'activité accrue des forces étrangères en Finlande à la suite de l'adhésion à l'OTAN. Le groupe de travail propose que les forces armées finlandaises puissent utiliser temporairement des propriétés autres que celles utilisées en permanence, également dans la mise en œuvre de la défense commune de l'OTAN et dans le cadre de la coopération en matière de défense.

Le groupe de travail propose une nouvelle réglementation qui permettrait aux forces armées d'imposer des restrictions dans les aéroports et les zones portuaires afin de sécuriser l'entrée et la sortie des troupes d'un pays étranger.

En outre, une nouvelle réglementation est proposée pour les pouvoirs des agents des forces armées effectuant des fonctions de garde dans la sécurité temporaire des zones des forces de défense et des forces armées d'un pays étranger à proximité immédiate.

Les modifications nécessaires seraient apportées à la réglementation relative aux tâches de sécurité des forces armées. Des modifications sont également proposées à la loi sur les véhicules militaires et à la loi sur le renseignement militaire.

Les propositions législatives devraient entrer en vigueur le plus rapidement possible.

Vn

Cybersécurité

La Russie semble mener des cyberattaques contre les installations d'approvisionnement en eau des pays occidentaux

Selon la société finlandaise Withsecure, les renseignements militaires russes ont mené une cyberattaque contre une entreprise de logistique estonienne. La Russie semble également avoir altéré les systèmes des services publics des eaux aux États-Unis, en France et en Pologne, selon Mandiant, société de sécurité de l'information appartenant à Google.

Jusqu'à présent, les cyberattaques ne semblent pas avoir provoqué de perturbations significatives.

Le fait que la Russie ait commencé à mener des cyberattaques contre des fonctions vitales telles que l'approvisionnement en eau dans les pays de l'OTAN reste un problème grave. « C'est une sorte d'escalade, dans laquelle nous voyons plus que la simple collecte de données, l'espionnage et le renseignement », déclare Mikko Hyppönen, directeur de Withsecure.

Selon lui, fin 2022, un programme malveillant appelé Kapeka a pénétré les systèmes d'une entreprise de logistique estonienne. « Nos recherches relient le malware Kapeka directement à Sandworm, qui est l'unité cyber du renseignement militaire russe », explique Hyppönen.

Sandworm a mené plusieurs attaques destructrices graves en Ukraine, par exemple en détruisant le réseau électrique du pays.

Selon Hyppönen, le malware de Sandworm en Estonie a provoqué des perturbations dans les systèmes de l'entreprise de logistique.

Selon Mandiant, Sandworm est probablement également à l'origine des cyberattaques qui ont eu lieu aux États-Unis, en Pologne et en France ces derniers mois.

Selon Hyppönen, la Russie n'a jusqu'à présent mené aucune attaque destructrice contre la Finlande. Pour autant, la Russie ne reste pas inactive. « Je pense qu'il est probable que l'État russe s'introduit également dans les systèmes finlandais pour espionner et mener des activités de renseignement ».

Selon Hyppönen, la Finlande est mieux préparée à la cybersécurité que la plupart des autres pays européens. La Finlande possède une grande expertise dans le domaine et la cybersécurité est renforcée depuis longtemps. Toutefois des améliorations pourraient être apportées. Par exemple, selon lui, les experts dans le domaine de la cybersécurité devraient être mieux utilisés dans la défense nationale. « Il serait judicieux que des experts en réseaux d'information et en sécurité de l'information soient également dans la réserve et fassent les mêmes choses qu'au travail ».

Yle

Paix sociale

La confédération des ouvriers SAK n'a pas pris de décision de poursuivre les grèves

Le directoire de la confédération des ouvriers SAK s'est réuni jeudi pour évoquer la situation actuelle du marché de travail et les décisions concernant le cadre budgétaire. Aucune décision sur de nouvelles grèves n'a été prise.

Selon Jarkko Eloranta, président de la SAK, les grèves ont été interrompues il y a dix jours afin de pouvoir négocier avec le gouvernement. « Les négociations sont en cours et en instance », selon lui. Avec le ministre de l'Emploi, Arto Satonen, les accords au niveau d'entreprise et les possibilités de négocier sur le modèle basé sur le secteur exportateur ont fait l'objet d'échanges. « Les positions sont encore loin les unes des autres, mais les pourparlers se passent dans un bon esprit », selon Eloranta. Il estime qu'il y aura beaucoup de pressions sur les négociations sur les conventions collectives de l'automne.

Le directeur général du patronat EK, Jyri Häkämies, souligne l'importance d'avoir interrompu les grèves. Pour lui, il faut s'orienter vers l'avenir. « Il faut que tout le monde se concentre au renforcement de l'économie et de l'emploi. »

Parmi les questions à résoudre, il cite la mise en place du modèle d'augmentations salariales basé sur le secteur exportateur, la promotion des accords en entreprise et les négociations sur les retraites.

La législation sur la paix sociale est actuellement à l'étude au Parlement. Les commissions des lois constitutionnelles et des lois ont déjà donné leur avis en la matière.

KL/ven/6-7

La commission de la vie professionnelle et de l'égalité a terminé son rapport sur le projet du gouvernement

Il est prévu que la législation sur la paix sociale entre en vigueur au 1^{er} juillet.

La commission de la vie professionnelle et de l'égalité indique, concernant le besoin exprimé dans les avis sur l'entrée en vigueur le plus rapidement possible de ces lois, que rien n'empêche une entrée en vigueur plus tôt.

La commission, a rendu son rapport vendredi. Les députés de l'opposition ont voté contre.

KL/8-9

Cadre budgétaire

Les économies mettent en danger des milliers d'emplois dans la fonction publique Des milliers de fonctionnaires bientôt licenciés ?

Selon le directeur général du ministère des Finances, Juha Majanen, l'envergure des objectifs d'économies du gouvernement pourraient engendrer des licenciements dans les ministères et plus généralement dans la fonction publique.

Pour 2025, des économies de 200 millions d'euros sont prévues.

Selon Majanen, les coûts en matière de personnel sont de loin la dépense la plus importante. Par exemple dans l'administration des finances, il y a 13 000 agents et les coûts de personnel représentent autour de 90 % des dépenses.

Concernant les ministères de la Justice, de l'Intérieur et de la Défense, l'objectif d'économies est moins sévère que pour les autres ministères, 0,81 % contre 3,58 % des dépenses.

Les ministères sont en train de chercher des moyens de faire des économies pour les présenter au gouvernement vers la fin mai. Outre les licenciements, peuvent être envisagés les mises à pied, les suspensions de projets et les mesures concernant les locaux.

HS/lun/A11

Soutien aux investissements verts

Helsingin Sanomat rend compte des propos de spécialistes qui se félicitent de la décision, même tardive, du gouvernement de soutenir les investissements industriels verts au moyen d'allègements fiscaux.

La mesure fiscale s'élève à 20 % du coût total de l'investissement de projets conclus avant la fin 2025. Au plus, le soutien peut s'élever à 150 millions d'euros par projet.

Ulla Heinonen, directrice en matière de croissance verte auprès du patronat EK, rappelle que la concurrence avec les autres pays est en cours et que le plus rapidement on peut accueillir ces investissements en Finlande, le mieux c'est. Elle estime que les prochains mois définiront si la Finlande pourra accueillir des industries utilisant des énergies non-fossiles, dans le domaine de la production des batteries ou de l'hydrogène vert.

Paavo Järvensivu de l'unité de recherche Bios regrette que la Finlande n'ait pas plus tôt entamé une politique industrielle active. Les orientations ont manqué en matière de réformes de l'industrie permettant d'atteindre des objectifs économiques, écologique et géopolitiques de la Finlande.

Jusqu'à présent, la Finlande s'est contenté d'attirer des investissements verts par des procédures fluides d'autorisations, l'électricité verte et de bonnes connexions de transfert d'électricité, et non pas avec de l'argent public.

Pendant longtemps, EK était d'accord, mais dans la pratique, la réalité s'est montrée différente et EK a entamé un lobbying en faveur d'aides publiques.

Järvensivu regrette le fait que le débat dominé par la question sur l'équilibre des finances publiques a éclipsé des questions tout aussi importantes. « En Finlande, il n'y a pas eu de place pour réfléchir dans quels domaines la Finlande souhaite briller dans l'avenir et quel rôle la Finlande peut avoir dans l'économie mondiale. »

HS/sam/A32

Débat sur les coupes budgétaires dans le secteur des soins

Le syndicat des médecins : le gouvernement supprime la garantie de soins

Le syndicat des médecins finlandais *Lääkäriliitto*, estime que le prolongement de la garantie des soins primaires de deux semaines à trois mois signifie en pratique le démantèlement de la garantie de soins.

Lääkäriliitto critique le fait que le gouvernement de *Petteri Orpo*, Coalition nationale (Kokoomus), augmentera simultanément les remboursements de Kela (organisme national d'assurances sociales) pour les soins privés de 500 millions d'euros en 2024-2027.

Lääkäriliitto estime qu'il s'agit d'un renversement complet en faveur du rôle du secteur privé dans les soins finlandais : les services privés sont directement subventionnés alors que les services publics sont réduits.

Jukka Mattila, responsable de la politique de *Lääkäriliitto*, affirme qu'il n'y a pas eu de débat public ouvert sur ce changement de cap.

Le gouvernement a prévu de réduire de 132 millions d'euros par an le financement des régions de santé en raison de l'extension de la garantie de soins.

Selon *Mattila*, dans la pratique, il n'est pas possible de réaliser des économies dans la garantie des soins autrement qu'en réduisant du personnel et en procédant à des licenciements, ce qui entraînera une détérioration des services et un allongement des listes d'attente. Ces 132 millions d'euros correspondent au coût du recrutement d'un millier de médecins par an.

Les régions de santé avaient justement modifié leurs politiques pour respecter le délai de garantie de soins de deux semaines, développé des services numériques et recruté du personnel supplémentaire.

Selon *Mattila*, la combinaison du prolongement de la garantie de soins, de l'augmentation des remboursements Kela et de la réduction des services publics locaux fait que les citoyens ne sont pas certains qu'il y ait à l'avenir des services publics de soins de santé primaires en Finlande.

Selon *Mattila*, les professionnels, y compris les médecins, attendent également le renforcement promis des soins de santé primaires. Aujourd'hui, les actions montrent tout ce qui érode la confiance dans le système.

Un nouveau modèle de remboursement Kela, axé sur les visites chez le médecin généraliste, est en cours d'élaboration. Le nouveau modèle de remboursement Kela coûtera environ 155 millions d'euros par an entre 2025 et 2027, soit plus que les économies réalisées grâce au prolongement de la garantie de soins.

Lääkäriliitto espérait que le modèle de médecin de famille serait testé en tant que modèle de remboursement Kela, mais ce ne sera pas le cas.

HS/A6-7

L'opposition insatisfaite, Riikka Purra défend la ministre de la santé Kaisa Juuso

La présidente des Vrais Finlandais et ministre des Finances *Riikka Purra*, défend la ministre des Affaires sociales et de la santé, *Kaisa Juuso* (Vrais Finlandais), qui s'est retrouvée sous le feu des critiques après avoir admis qu'elle avait été surprise par les économies convenues dans son administration lors du cadre budgétaire.

Les députés de l'opposition ont été étonnés par l'interview de *Kaisa Juuso* dans *Helsingin Sanomat* de samedi. Ainsi, *Tytti Tuppurainen*, présidente du groupe parlementaire PSD, a déclaré que l'ignorance de la ministre des affaires sociales et de la santé *Juuso*, au sujet des économies réalisées dans son propre domaine de compétence était « sans précédent ». D'autant que « le ministère des affaires sociales et de la santé est le portefeuille le plus important pour les gens ordinaires », déclare *Tuppurainen*.

Plusieurs autres députés du PSD et d'autres partis d'opposition ont également été irrités par l'interview de *Juuso*. Selon *Tuppurainen*, il incombe au ministre de protéger les services clés des coupes budgétaires, d'établir des priorités et de communiquer sa vision de l'avenir.

L'opposition a déposé une motion de censure sur les réductions hospitalières avant le débat sur le cadre budgétaire. Le gouvernement avait déjà pris des décisions à ce sujet dans le cadre budgétaire, mais on s'attend à ce que le débat sur la motion de censure demain mardi soit étendu à d'autres décisions relatives à la protection sociale prises dans le cadre budgétaire.

« La ministre Juuso gère bien cette question extrêmement difficile », écrit Purra dans un courrier électronique en réponse aux questions de HS. « L'opposition pensait que la solution à tout serait plus d'argent, comme le montrent les réactions, mais ce gouvernement agit de manière plus responsable. »

La liste des économies comprend également une réduction de 100 millions d'euros dans le domaine de l'aide sociale, qui sera réalisée en limitant la gamme des services. Juuso a déclaré que cette réduction l'avait surprise. L'ensemble du ministère des affaires sociales et de la santé sous sa direction a été tout aussi surpris.

Dans une interview accordée à HS, *Anneli Pohjola*, professeure spécialiste du social, a déclaré qu'il était inconcevable que des économies aient été annoncées sans planification. En pratique, les coupes pourraient conduire le gouvernement à supprimer le droit à un service légal.

Selon Purra, le groupe de travail de *Matias Martinen* (Kokoomus), qui recherche des économies depuis le mois de mars, n'a pas fait de propositions spécifiques ni de préparations supplémentaires, mais a recherché des mesures d'ajustement budgétaire sur la base des propositions du groupe de travail des fonctionnaires du ministère des finances et d'autres ministères ou ministres.

HS/A6-7 & HS/A13

Duodecim : Changer les recommandations de soins ne servira à rien

La ministre des affaires sociales et de la santé, *Kaisa Juuso* a déclaré dans une interview accordée à *Helsingin Sanomat* samedi qu'il serait possible de limiter la gamme de services dans les soins spécialisés en mettant à jour les recommandations de traitement (« Käypä hoito ») sur les soins actuels.

Les recommandations sur les soins actuels sont des recommandations de traitement, basées sur des preuves scientifiques, principalement pour différentes maladies, élaborées par l'association médicale *Duodecim* et des associations médicales spécialisées.

Jorma Komulainen, rédacteur en chef de ces traitements « Käypä hoito » chez Duodecim, estime que les recommandations sur les soins actuels ne constituent pas la bonne approche pour modifier la gamme de services dans le domaine des soins spécialisés. Komulainen souligne qu'il s'agit de recommandations qui ne sont pas juridiquement contraignantes.

La conseillère médicale *Sirkku Pikkujäämsä* du ministère des affaires sociales et de la santé, déclare également que l'éventail des services publics ne peut pas être limité dans la pratique par la mise à jour des recommandations sur les soins. Selon Pikkujäämsä, le ministère n'a pas l'intention de préparer une telle proposition.

Les recommandations se limitent aux questions de santé publique les plus importantes.

HS/A12

L'Alliance de Gauche propose une motion de censure contre Juuso

La ministre des affaires sociales et de la santé, *Kaisa Juuso* de Vrais Finlandais (Perussuomalaiset), a déclaré dans une interview accordée à *Helsingin Sanomat* le week-end dernier que la réduction de 100 millions d'euros dans le domaine de la protection sociale décidée dans le cadre budgétaire sur le cadre de travail l'avait surprise. Juuso a rapidement été critiquée par l'opposition.

Jussi Saramo, président du groupe parlementaire de l'Alliance de gauche, a déclaré que le parti avait proposé une motion de censure à l'égard de la ministre Juuso.

Le vice-président du groupe parlementaire du PSD, *Kim Berg*, a écrit que le PSD convoquerait les groupes d'opposition pour en discuter.

La présidente des Vrais Finlandais, la ministre des Finances *Riikka Purra*, a déclaré à HS que la ministre Juuso gérait bien « cette situation extrêmement difficile ». Le ministre des affaires économiques, *Wille Rydman* des Vrais Finlandais, a également défendu Juuso.

US

Situation économique

La croissance sur une décennie est plus faible que jamais depuis la guerre civile

Helsingin Sanomat rend compte des observations de l'économiste en chef de la banque Aktia Lasse Corin concernant l'évolution moyenne du PIB sur des périodes décennales entre 1870 et 2022. Ces dernières années, l'évolution du PIB par personne a été aussi lent que durant la première guerre mondiale et la guerre civile de 1918.

Corin relève que même durant la crise bancaire des années 1990, qui coïncidait avec la chute du commerce avec l'URSS, la dévaluation et un chômage massif, la croissance du PIB était de 0,90 % par personne en 1984-1993 contre 0,67 % en 2013–2022.

Corin a observé le même type de phénomène dans les autres pays nordiques (la Suède et le Danemark), mais en moins flagrant.

Il indique que la croissance de la productivité s'est considérablement ralentie et ne suffit pas pour pallier aux problèmes des finances publiques.

HS

Energie

La maintenance annuelle d'Olkiluoto 3 prolongée jusqu'en mai

La maintenance annuelle d'Olkiluoto 3 a débuté le 2 mars. Elle devait initialement se terminer le 8 avril. Hier, elle a été de nouveau prolongée, de six jours supplémentaires.

Selon le calendrier actuel la maintenance sera achevée le 4 mai, a indiqué dimanche Teollisuuden Voima (TVO) dans son communiqué.

Environ 1 100 personnes externes participent à la maintenance.

Yle

Culture

Littérature

Un chef-d'œuvre de l'auteur français Guillaume Musso : Un policier intelligent, facile à lire et où le mal ne fait pas trop peur

Helsingin Sanomat publie une bonne critique du livre de Guillaume Musso, La vie secrète des écrivains, sorti en Finlande chez Siltala dans une traduction de Anna Nurminen.

HS